

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

ST ETIENNE, le 15/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **FMI PROCESS**

17 B boulevard Waldeck Rousseau  
BP 11  
42406 ST CHAMOND

Références : UiD4243-DSSP-022-0534  
Code AIOT : 0006105034

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement FMI PROCESS implanté STEP de St Chamond - 22 rue du Garat - 42152 L HORME. L'inspection a été annoncée le 25/11/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FMI PROCESS
- STEP de St Chamond - 22 rue du Garat - 42152 L HORME
- Code AIOT : 0006105034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

FMI Process exploite l'unité de valorisation thermique des boues de la station de traitement des eaux usées de St Chamond. L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 07/06/2005. Les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux sont également applicables.

L'installation ne traite que les boues de la STEU dans laquelle elle est située. Il s'agit d'un four à lit de sable fluidisé.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Autosurveillance des rejets gazeux,
- Actions automatiques sur rejets gazeux,
- Prévention du risque incendie,
- Autosurveillance des niveaux d'émission sonore.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	Proposition par l'exploitant d'amélioration du traitement	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Indisponibilité des dispositifs de traitement	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	Fin 2022
4	Indisponibilité des dispositifs de mesure	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	Fin 2022
5	Conditions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9	Demande d'un porté à connaissance pour la température d'introduction des boues	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Surveillance des niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 §2-2 et annexe 1	/	Lettre de suite préfectorale	/
7	Réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 §4-3	/	Lettre de suite préfectorale	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport annuel d'activité	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31 c	/	Sans objet
8	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 § 4.2.1.2 et 4.7.2	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 § 6.3	/	Sans objet
10	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 § 6.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Traçabilité des déchets - registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les valeurs limites d'émission sont régulièrement dépassées pour le paramètre SO<sub>2</sub>. La limite de 60 h des compteurs indisponibilité des dispositifs de traitement et des dispositifs de mesures ont été dépassés en 2020, en 2021 et sont dépassés pour 2022.

Le dépassement de ces limites de compteur n'a pas conduit l'exploitant à arrêter l'incinération des boues. Aucune disposition pour améliorer le traitement du SO<sub>2</sub> n'a été avancée au cours de la visite.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport annuel d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31 c
<b>Thème(s) :</b> Autre, valorisation énergétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rapport précise également, pour les installations d'incinération, le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée défini à l'article 4 et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.</p> <p>(Article 4 : Le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée est défini comme le rapport de l'énergie valorisée annuellement sur l'énergie sortie chaudière produite annuellement. Est considérée valorisée l'énergie produite par l'installation sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée, y compris par autoconsommation, ou cédée à un tiers.)</p>
<p><b>Constats :</b> Dans son rapport d'activités, l'exploitant a calculé "l'efficacité énergétique" selon la formule définie dans l'arrêté du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération.</p> <p>Ce calcul est différent du taux de valorisation énergétique d'après la définition donnée par l'article 4 de l'arrêté du 20/09/2002.</p>
<p><b>Observations :</b> Le niveau d'efficacité énergétique, l'évaluation de la performance énergétique et le taux de valorisation annuel de l'énergie sont 3 indicateurs différents puisque leur mode de calcul est différent.</p> <p>Le niveau d'efficacité énergétique est défini dans l'arrêté du 12/01/2021 applicable aux installations relevant de la directive IED.</p> <p>Les modes de calcul de la performance énergétique et du taux de valorisation annuel de l'énergie sont définis dans l'arrêté du 20/09/2002.</p> <p>C'est bien le taux de valorisation annuel de l'énergie qui est attendu dans le rapport d'activités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, qui sont au moins celles qui suivent. Des fréquences supérieures peuvent être définies par l'arrêté d'autorisation lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie.</p> <p>L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- poussières totales ;</li> <li>- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;</li> <li>- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;</li> <li>- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés.</li> </ul> <p>Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le monoxyde de carbone ;</li> <li>- l'oxygène et la vapeur d'eau.</li> </ul> <p>Les valeurs limites de rejets atmosphériques sont fixées en annexe I de l'AM du 20/09/2002 (le tableau des VLE n'est pas reproduit).</p>
<p><b>Constats :</b> L'autosurveillance est réalisée conformément à la réglementation.</p> <p>Les rapports mensuels d'autosurveillance montrent plusieurs dépassements des VLE, principalement sur le paramètre SO<sub>2</sub>.  Des dépassements sur ce paramètres avaient déjà été constatés lors de la précédente visite d'inspection. L'exploitant avait alors indiqué qu'il avait procédé à la mise en place d'une 2ème trémie d'alimentation en calcaire afin de pallier aux dysfonctionnements de la première et d'avoir une redondance sur le dosage du calcaire.</p> <p>Les dépassements constatés notamment sur 2021 et 2022 indiquent que le problème du dosage du calcaire n'est pas résolu :  la 2ème trémie d'alimentation permettait d'introduire le calcaire directement dans le four mais l'exploitant a indiqué que cela entraînait une plus grande consommation de gaz et a donc abandonné ce dispositif.</p> <p>L'exploitant explique les dépassements par le fait que les boues sont trop "sèches" quand elles arrivent et ne se mélangent donc pas correctement avec le calcaire.</p>
<b>Observations :</b> Les résultats d'autosurveillance des mesures en continu sont à transmettre trimestriellement à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

### N° 3 : Indisponibilité des dispositifs de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.  La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m <sup>3</sup> , exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées.
<b>Constats :</b> Le cumul du temps d'indisponibilité des dispositifs de traitement (respect des VLE) est de : - 79,5 heures en 2021, - 138,5 heures en 2022 (au 31/10/2022).  Concernant les poussières, de nombreux dépassements de la VLE sont constatées en 2022. En particulier, les données enregistrées pour la journée du 01/10/2022 montrent que la valeur de 150 mg/m <sup>3</sup> est dépassée pour 16 moyennes demi-heures dont 3 consécutives en début de journée et 10 consécutives (soit 5h) en fin de journée. Les VLE pour les paramètres CO et COT ne sont pas dépassées sur cette journée.
<b>Observations :</b> Le guide FNADE d'application de l'arrêté du 20/09/2022 synthétise les actions automatiques à réaliser sur les rejets gazeux. En particulier pour les poussières : - si la moyenne demi-heure est > 150mg/Nm <sup>3</sup> , l'exploitant doit stopper l'alimentation et engager des actions correctives, - si 2 moyennes consécutives sont > 150mg/Nm <sup>3</sup> , l'exploitant doit arrêter la ligne d'incinération.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

#### N° 4 : Indisponibilité des dispositifs de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> b) Dispositifs de mesure en continu.  L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques.  Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.
<b>Constats :</b> La durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure est de : - 90 heures en 2021, - 22 heures en 2022 (au 31/10/2022).  Il n'y a pas d'information quant aux dispositifs défectueux en question dans le rapport d'activités 2021, ni sur les travaux réalisés pour remettre en état ces équipements.
<b>Observations :</b> La note ministérielle du 28/02/2011, annexée au guide FNADE, indique qu'au delà des 60 h cumulées sur une année calendaire, l'installation doit être mise à l'arrêt jusqu'à ce que les travaux de remise en état des équipements de mesures aient été effectués.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## N° 5 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) Conditions de combustion.</p> <p>Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu.</p> <p>e) Conditions de l'alimentation en déchets.</p> <p>Les installations d'incinération et de co-incinération possèdent et utilisent un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température de 850° C ou la température précisée au paragraphe f ait été atteinte ;</li> <li>- chaque fois que la température de 850° C ou la température fixée au paragraphe f n'est pas maintenue ;</li> <li>- chaque fois que les mesures en continu prévues par l'article 28 montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection 2019, il avait été constaté que le four était alimenté en boues avant l'atteinte des 850° C. C'était l'injection des boues qui permettait d'atteindre la température requise.</p> <p>Le remplacement d'un échangeur air/air courant avril-mai 2022 a permis d'améliorer le rendement et permet d'introduire dans le four un air plus chaud que précédemment (environ 600° C au lieu de 320° C précédemment).</p> <p>Selon l'exploitant, ce remplacement permet d'atteindre les 850° C avant l'introduction des boues dans le four.</p> <p>La programmation de la conduite du four a été modifiée pour intégrer cette disposition (T°C &gt; 850° C pour permettre l'alimentation en boues).</p> <p>Cependant, les données enregistrées pendant les phases de démarrage montrent que les boues sont introduites avant l'atteinte de 850° C requis. Par exemple, le 10/10/2022, la température moyenne enregistrée sur la première demi-heure après démarrage est de 836° C.</p> <p>La consultation des graphiques sur 2 autres journées où un redémarrage a eu lieu a montré que les boues sont introduites bien avant les 850° C (à partir de 819° C au moment de l'introduction des boues pour l'une de ces journées).</p> <p>L'exploitant n'a pas d'explication. La programmation effectuée intègre bien la température requise dans les conditions d'alimentation du four.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'il serait vigilant lors du prochain redémarrage.</p> <p>En tout état de cause, l'origine du dysfonctionnement est à rechercher afin de revenir à une situation conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription



## N° 6 : Surveillance des niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 §2-2 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité des mesures, sont fixés dans l'annexe 1 du présent arrêté.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Les mesures de bruit sont réalisées selon la fréquence fixée par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Les dernières mesures de bruit ont été réalisées fin novembre 2022. Le rapport complet n'est pas encore disponible.</p> <p>L'exploitant a cependant présenté les résultats des mesures et la conclusion du bureau d'étude quant à la conformité réglementaire.</p> <p>Il en ressort un dépassement de l'émergence réglementaire sur l'un des points de mesure en période de nuit : émergence de 4 dB(A) constatée pour une valeur limite de 3 dB(A).</p> <p>Lors des précédentes mesures (en 2019) aucun dépassement n'avait été constaté.</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place un aérotherme qui permet de dissiper l'énergie produite lorsque celle-ci n'est pas consommée (chauffage bâtiment et alimentation d'une boucle de chaleur sur bâtiments alentours). Cet équipement n'existait pas en 2019.</p> <p>L'exploitant pense que cet équipement est à l'origine du dépassement sur les mesures 2022.</p> <p><b>Observations :</b> L'installation ne fait pour l'heure pas l'objet de plainte pour nuisances sonores.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>

## N° 7 : Réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 §4-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux de collecte du site. En particulier, la gestion des eaux pluviales du site n'est pas connue de l'exploitant. L'installation étant intégrée à la station de traitement des eaux usées, la gestion des eaux pluviales est commune.</p> <p>L'exploitant se rapprochera du gestionnaire de la station pour obtenir le plan des réseaux de collecte.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>

## N° 8 : Eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 § 4.2.1.2 et 4.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les seules eaux résiduaires industrielles sont celles utilisées pour le refroidissement des fumées.  L'eau employée est de l'eau traitée et recueillie en sortie de station d'épuration et renvoyée après utilisation en tête de station.</p> <p>L'eau industrielle utilisée pour le refroidissement des fumées sera exclusivement issue de la sortie de la STEP associée.  Les volumes utilisés seront retournés intégralement vers la STEP.  Ces volumes seront comptabilisés et enregistrés sur un registre spécifique.</p>
<p><b>Constats :</b> Il n'y a plus de consommation d'eau industrielle. Le refroidissement des fumées s'effectue en circuit fermé via un échangeur air/eau. L'eau chauffée alimente le circuit de chauffage du bâtiment et une boucle de chaleur sur la commune de St Chamond. En l'absence de besoin de chauffage, l'énergie est dissipée sur un aérotherme installé à l'extérieur du bâtiment.  L'eau refroidie retourne alors dans l'échangeur pour refroidir les fumées.</p>
<b>Observations :</b> La prescription n'est plus adaptée à la situation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 § 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.  Ces moyens se composent au moins :  - d'extincteurs [...]  - d'un poteau incendie normalisé, incongelable, piqué sur une canalisation de 100 mm minimum et débitant 60 m3/h sous une pression de 1 bar pendant 2 heures consécutives. Il sera implanté à moins de 200 m du bâtiment, par les voies de circulation.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose de 7 extincteurs répartis sur l'installation. Le dernier rapport de vérification périodique de ces équipements date du 13/12/2021. L'ensemble des équipements est en bon état et fonctionnel. Un extincteur semble ne pas avoir fait l'objet d'une vérification (n° 23 DOU_FIX), aucune mention n'étant portée dans le rapport. La présence de cet équipement est à vérifier.</p> <p>Un poteau incendie est présent entre le bâtiment et la route d'accès à l'autoroute.  L'exploitant ne dispose pas des données techniques de cet équipement.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant se rapprochera du gestionnaire du réseau incendie pour connaître le débit effectif du poteau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2005, article 2 § 6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque pollution accidentelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être équipée d'un bassin qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.  Le volume de récupération des eaux doit être au moins égal à 120 m3.  Ce volume sera constitué par :  - le volume des fosses sous l'incinérateur (100 m3),  - une canalisation assurant un débit de 45 m3/h susceptible de collecter ces eaux et de les retourner en tête de la station d'épuration.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Une fosse est présente sous le four. Une pompe de relevage renvoie les eaux souillées en tête de station.  Les volumes en jeu n'ont pas été vérifiés.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant dispose d'un plan numérique de l'installation sur lequel la fosse est représentée. Le calcul du volume doit pouvoir être effectué.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Traçabilité des déchets - registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :  - la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :  - la dénomination usuelle du déchet ;  - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;  - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;  - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;  - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;  - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</p> <p>c) Concernant l'origine du déchet :  - l'adresse de l'établissement ;  - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</p>

<p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévus à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le registre des déchets sortants a été consulté. Il est correctement renseigné.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant est invité à faire évoluer son registre pour intégrer les nouveaux items prévus par l'AM du 31/05/2021.</p> <p>Les informations sont également à remonter au registre national des déchets, terres excavées et sédiments.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet